

Communiqué

Non à l'arbitraire et à l'internement administratif des étrangers

vendredi 1er février 2008, par [LDH \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 16 janvier 2008).

Non à l'arbitraire et à l'internement administratif des étrangers. journée nationale de lutte contre l'enfermement des étrangers samedi 19 janvier 2008

La LDH appelle à participer fortement aux diverses initiatives locales et régionales de la journée nationale de lutte contre l'enfermement des étrangers samedi 19 janvier 2008.

Le ministère de l'Immigration et de l'identité nationale vient de l'annoncer : même si l'objectif fixé à l'avance de 25 000 reconduites à la frontière n'a pas été tenu en 2007, il est reconduit pour cette année. Autrement dit, de façon assumée et revendiquée, la chasse aux étrangers sans papiers va s'amplifier puisqu'il faut remplir le « quota ». En toute logique, tous ces êtres humains à la recherche d'un lieu pour vivre seront entre le temps de leur interpellation et celui de leur expulsion, internés sur une décision administrative.

Ces lieux d'enfermement sont des zones de non-droit et de non-vie. Soumis à des vexations quotidiennes, à l'arbitraire policier, voire couramment à des brutalités, ces voyageurs du désespoir crient leur nom et leur situation. Comme au Mesnil-Amelot et à Vincennes, ils révèlent les trous noirs de la démocratie pratiquée en notre nom par l'autorité administrative et policière.

La LDH dénonce les vexations et les brutalités que subissent les sans papiers, soutient les personnes qui subissent ce déni de droit. En cette année du 60^e anniversaire de la DUDH, la LDH refuse qu'il puisse exister dans notre pays des zones qui échappent à la loi universelle, et qui ressemblent de plus en plus à de petits « Guantanamo » extra judiciaires.

Conformément au mandat de son congrès de mars 2007, la LDH demande la fermeture des centres d'internement, qu'ils s'appellent d'attente ou de rétention.

Depuis des années, la LDH, comme d'autres associations et organisations syndicales dénoncent les pratiques administratives envers les immigrés et la politique de l'immigration. La journée de lutte contre l'enfermement du 19 janvier doit être l'occasion de montrer que la colère des internés a trouvé un écho.

Paris, le 16 janvier 2008

P.-S.

* <http://www.ldh-france.org>